



Ciefffa News

Bulletin d'information du Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA)
N°009 Juillet 2010



SYSTEMES EDUCATIFS AFRICAINS
Le genre et la culture au service d'une éducation de qualité P.4



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE L'UA/CIEFFA
Les points focaux de l'UA/CIEFFA à l'école de l'expérience chinoise P.13

FORMATION DES POINTS FOCaux EN SIGE:
«c'était une excellente concertation ... »
dixit Mme Sanou/Dao Bernadette du Burkina Faso P. 14





SOMMAIRE

CIEFFA NEWS

N°009

Bulletin d'information du Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA)
01 BP 1318 Ouagadougou 01 Burkina Faso
Tél.: (226) 50 37 64 96
Fax: (226) 50 37 64 98
E-mail : cieffa@cieffa.org
ciegwa@cieffa.org
fifem@cieffa.org
Site Internet : www.cieffa.org

Directrice de Publication

Aminata Elisabeth
OUEDRAOGO / BANCE
Coordonnatrice du CIEFFA de
l'UA/CEFFA

Rédacteur en Chef

Ousséini OUEDRAOGO
Chargé de Communication et
des Relations Extérieures

Equipe de Rédaction

Ousséini OUEDRAOGO
Mamadou SAWADO
Marcelline COMPAORE
Jeanne TRAORE
Tambiré Bruno SIA

Montage photo composition

Imprimerie Les Presses Africaines

Impression

Les Presses Africaines
01 BP 1471 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél.: (226) 50 30 71 75 / (226) 50 31 77 40
Fax: (226) 50 30 72 75
E-mail : presai2003@yahoo.fr

Sommaire

EDITORIAL

Le Réseau des points focaux CIEFFA, les grands défis du moment et le nécessaire élargissement.....Page 3

A LA UNE

Systèmes éducatifs africains, le genre et la culture au service d'une éducation de qualité.....Page 4

LES ACTIVITES DE L'UA/CIEFFA :

L'UA/CIEFFA en Afrique Orientale
l'éducation et l'autonomisation des filles et des femmes au centre des préoccupationsPage 5

PARTENARIAT

Journée Internationale de la femme 2010 au Burkina Faso, la réflexion a porté sur «Femme, alphabétisation et éducation non formelle ».....Page 6

Journée Internationale de la femme
Clin d'œil sur le thème national du Burkina.....Page 7

- Retraite de travail sur le plan d'action 2010 à Debrezeit (à quelques Km d'Addis Abeba) - 08-10 février 2010.....Page 8

L'INVITE

Amadou DIOP, Secrétaire Exécutif de l'Institut Panafricain de l'Education pour le Développement.....Page 11

DOSSIER

Renforcement des capacités de l'UA/CIEFFA
Les points focaux à l'école de l'expérience chinoise.....Page 13

DE NOS POINTS FOCaux

Formation des points focaux en SIGE :
«c'était une excellente concertation ... » dixit Mme Sanou/Dao Bernadette du Burkina Faso.....Page 14



Le Réseau des points focaux CIEFFA Les grands défis du moment et le nécessaire élargissement



Le Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique de l'Union Africaine, Institution publique créée comme centre de ressources, de formation et d'information, pour fédérer les initiatives et orienter les actions en matière d'éducation et de formation des filles et des femmes au niveau du continent africain, œuvre au quotidien pour remplir ses missions et atteindre son objectif général qui, rappelons- le est de promouvoir l'éducation des filles et des femmes en vue de leur pleine participation à l'élimination de la pauvreté, à l'avènement d'un monde de paix pour un développement humain durable. Le continent africain est riche de 53 pays. Cette richesse qui est assurément un atout impose à coup sûr des défis importants au CIEFFA. Un atout, à cause de la multiplicité, la variété des expériences réussies rencontrées dans les pays en matière d'éducation et de formation des filles et des femmes et qui peuvent être partagées avec d'autres pays; des défis, car malgré les efforts déployés par les pays, il subsiste de nombreuses difficultés, même qu'il apparaît de plus en plus et chaque jour, de nouveaux obstacles à cette éducation. Grâce aux études qu'il initie, études qui couvrent tous les niveaux du système éducatif, du préscolaire au supérieur, du formel au non formel, l'UA/CIEFFA constitue une force de proposition pour tous les pays et contribue à prendre en charge ces défis. Parmi ces études on pourrait citer les dernières comme celle relative à « genre et culture », priorité no 1 du Plan de la Seconde Décennie de l'Éducation pour l'Afrique 2006-2015 et celle relative à genre et droits hu-

ains qui, du reste a donné lieu à un guide pratique intitulé « genre et droits humains dans les systèmes éducatifs africains- repères et actions » dont le testing a eu lieu au cours de l'année scolaire 2009- 2010, dans quatre pays à savoir, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali et le Niger. Chacune de ces études a été réalisée par un groupe de plusieurs consultants afin de s'assurer de la couverture géographique du continent en terme de recherche et collecte de données. Pour agir avec et dans chaque pays, le CIEFFA a besoin de disposer d'un point focal dans chacun d'eux. Le point focal est un homme ou une femme qui œuvre dans le système éducatif, qui est capable de prendre en charge des questions relatives aux différents niveaux et secteurs du système éducatif, qui est genre sensible et qui est désigné par le Ministre en charge de l'éducation de son pays. Le point focal qui est le répondant du CIEFFA dans son pays doit travailler en bonne intelligence avec les autorités en charge de l'éducation. Toutes ses actions doivent aussi concourir à rendre visible le CIEFFA dans son pays comme le stipule la lettre de mission du point focal adoptée le 29 mars 2010 à Ouagadougou, Burkina Faso par les points focaux eux-mêmes et qui nous l'espérons sera confirmée par l'atelier des Points focaux des pays anglophones à Nairobi au Kenya. Je cite: « le point focal a pour rôle de contribuer à l'accomplissement des missions et à l'atteinte des objectifs de l'UA/ CIEFFA dans son pays. » Le CIEFFA est l'Observatoire du continent en matière d'éducation et de formation des filles et des femmes. Les activités de cet Observatoire s'insèrent harmonieusement dans ceux de l'Observatoire Africain de l'Éducation basé à Kinshasa en République Démocratique du Congo. A ce titre, le CIEFFA entend contribuer à travers ses points focaux et aux côtés des responsables en statistique des Ministères en charge de l'Éducation, à l'amélioration des données statistiques des pays non seulement en terme de couverture mais aussi de prise en compte d'autres indicateurs non répertoriés dans ceux de la COMEDAF. L'Afrique doit travailler à disposer de ses propres données ; telle est la vision de la Commission de l'Union Africaine.

**La Coordinatrice du CIEFFA
Aminata Elisabeth Ouedraogo/Bancé**



SYSTEMES EDUCATIFS AFRICAINS

Le genre et la culture au service d'une éducation de qualité

Les lundi 7 et mardi 8 décembre 2009, s'est tenu à Ouagadougou, un atelier de restitution d'une étude sur « **genre et Culture** » commandité par l'UA/CIEFFA dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action de la Seconde Décennie de l'Éducation pour l'Afrique. L'atelier qui a été présidé par Madame Marie Odile Bonkougou, Ministre burkinabé de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation a regroupé des experts en genre, en culture et des spécialistes des questions de l'éducation venus de l'Union Africaine, du Bureau Multi pays de l'UNESCO, et de 5 régions de l'Afrique.

Les travaux de cet atelier ont consisté en une présentation des résultats de l'étude menée par quatre consultants et consultantes en Afrique Australe, Orientale, en Afrique de l'Ouest, du Centre, du Nord portant d'une part sur éducation et culture et d'autre part sur éducation et genre.

Le plus souvent dans nos pays, lorsque la fille revient de l'école elle assiste toujours sa mère pour accomplir les tâches ménagères. C'est ainsi que, puiser l'eau, laver les plats, mouliner le grain, préparer le repas constitueront le quotidien d'une jeune fille

même scolarisée. Pendant ce temps, son camarade garçon, une fois rentré de l'école peut se livrer à toutes sortes d'activités ou de jeux tels aller à la chasse, jouer au football etc . Voilà ce qu'a dit en substance Monsieur Fodé Moussa SIDIBE, un des quatre consultants ayant eu la charge de mener l'étude « éducation et culture » dans la région de l'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre.

Ces propos résument et expliquent la pertinence et l'importance de l'étude, en même temps ils posent la problématique de l'éducation/culture dans les systèmes éducatifs africains. Comme l'a souligné Mme Aminata Elisabeth Ouédraogo, Coordinatrice de l'UA/CIEFFA dans son intervention, « la plupart des systèmes éducatifs de nos pays en Afrique sont confrontés de plus en plus à des défis nombreux et variés.

Madame Vera Brenda NGOSI, Directrice des Ressources Humaines, de la Science et de la Technologie de l'UA a elle aussi rappelé l'importance capitale de l'éducation des filles et des femmes tout en insistant sur le fait que lorsqu'une fille est éduquée, c'est toute la nation qui en bénéficie. Evoquant la question de la marche de l'UA/CIEFFA vers son institutionnalisation, Mme la Directrice a confirmé que la décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement de



Deux des Consultants ayant conduit les travaux sur le terrain

l'Union Africaine d'intégrer l'UA/CIEFFA au sein des structures de l'UA était en cours. Elle a reconnu que cet acte permettra à l'UA/CIEFFA de mener à bien son mandat à travers le continent.

A la suite de toutes ces interventions, Mme Bonkougou a aussi et clairement exprimé la préoccupation de l'UA de voir intégrer la culture dans l'éducation: « On se souvient que la 6^{ème} conférence de Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine tenue à Karthoum en Egypte, du 23 au 24 janvier 2006, a exhorté les Ministres de la culture et de l'éducation à créer des cadres de consultation régulière en vue de l'intégration de la culture dans l'éducation et de l'éducation dans la culture. » Mme Marie Odile Bonkougou a par ailleurs partagé sa conviction qui est la suivante : « Il n'y a aucun doute qu'autant c'est par l'éducation que les pesanteurs et entraves culturelles peuvent être combattues et peuvent régresser voire être éliminées, autant c'est par elle que se transmettent les valeurs que la société pérennise pour son développement ».

Ousséini OUEDRAOGO



Une photo de famille après la cérémonie d'ouverture



L'UA/CIEFFA en Afrique Orientale

L'éducation et l'autonomisation des filles et des femmes au centre des préoccupations

En plus des études et recherches qu'il commande en vue d'alimenter le dialogue politique et de mettre à disposition des outils en matière d'éducation/formation des filles et des femmes, l'UA/CIEFFA mène des activités de renforcement de capacités des acteurs/actrices dans les pays africains.

Après le séminaire organisé à l'intention des jeunes en 2005 au Cameroun sur *le VIH/SIDA en milieu scolaire*, les ateliers de *renforcement des capacités en leadership des femmes occupant des postes de direction* au Cameroun et au Gabon, respectivement en 2007 et 2008, l'UA/CIEFFA a organisé du 14 au 18 décembre 2009 à Lilongwe au Malawi, un séminaire/atelier sur *la problématique de l'éducation et l'autonomisation des filles et des femmes en Afrique orientale et australe*.

Cette rencontre qui a été abritée par le Centre de Conseils et d'Orientation pour l'Épanouissement des Jeunes en Afrique (GCYDCA)*, centre de catégorie 2 de l'UNESCO basé à Lilongwe, a regroupé une trentaine de professionnel(le)s de l'éducation de cinq pays de la sous région: le Mozambique, l'Ouganda, la Zambie, la Tanzanie et le Malawi. Le profil des participants(e)s – directeurs /directrices chargé(e)s de l'éducation des filles, représentant(e)s d'organisations non gouvernementales comme FAWE, points focaux genre ou de l'UA/CIEFFA - présageait de la ri-



Vue d'ensemble des participants devant le siège du GCYDCA.

chesse des échanges et de la qualité des résultats. La délégation de l'UA/CIEFFA, composée de trois cadres et de la consultante/animatrice, a été conduite par Mme Aminata Elisabeth OUEDRAOGO/BANCE, Coordinatrice de l'institution

En termes de résultats obtenus de cette rencontre, l'on peut noter, entre autres :

- les participant(e)s ont fait l'état des lieux sur l'éducation des filles et l'autonomisation des femmes dans leurs pays, avec un accent particulier sur les violences faites aux filles en milieu scolaire ou de formation;

- l'UA/CIEFFA a présenté les résultats de l'étude conduite dans la sous région sur : « *l'inventaire des expériences novatrices en matière d'éducation des filles et des femmes en Afrique de l'Est et Australe* », recueilli des observations et les amendements en vue d'enrichir ladite étude;

- une ébauche de plan d'action a été faite, mettant en relief des obstacles persistants identifiés, des actions et stratégie proposées en vue de faire face aux dits obstacles et de maximiser l'impact des bonnes pratiques et

- des stratégies ont été proposées à l'UA/CIEFFA pour assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier;

- les participant(e) ont fait des recommandations à l'endroit de l'UA/CIEFFA, des ministères en charge de l'éducation, des OSC, de l'UNESCO et de l'UA :

A l'endroit de l'UA/CIEFFA

- Documenter et promouvoir les bonnes pratiques en éducation et formation des filles et des femmes;
- Faciliter la recherche comparative en matière d'expériences novatrices;
- Faciliter les échanges

Travailler en faveur d'une bonne visibilité de l'UA/CIEFFA et pour une meilleure compréhension des questions de genre par les décideurs;

A l'endroit des pays/Ministères de l'Éducation

- Garantir l'allocation adéquate de ressources aux activités liées au genre à tous les niveaux du système éducatif;
- Veiller à ce que les Ministères en charge du genre et du développement social prennent en charge la promotion du genre par un plan d'investissement spécifique;

- Renforcer la mise en œuvre des politiques et des lois contre l'abus sexuel;

- Accroître le nombre d'enseignantes dans les classes supérieures ainsi qu'en mathématiques et sciences;

- Instituer un système de récompense pour les écoles performantes sur le plan genre

A l'endroit d'autres Organisations partenaires, en l'occurrence l'Union Africaine, l'UNESCO et les OSC

- Sensibiliser les parents sur leurs responsabilités et sur les droits des enfants

- Procéder à un renforcement de capacités en ressources humaines avec le recrutement d'un personnel international qui reflétera son statut continental et international.

Mamadou Sawadogo



Le jeudi 17 décembre 2009, l'atelier s'est déroulé au lac 'Senga Bay' dans la ville de Salima



Journée Internationale de la femme 2010 au Burkina Faso

La réflexion a porté sur «Femme, alphabétisation et éducation non formelle »

Les manifestations marquant la journée internationale de la femme au Burkina Faso ont débuté le 1^{er} mars 2010. Plusieurs activités étaient au programme de cette commémoration parmi lesquelles un cross populaire, des journées cinématographiques féminines et un panel tenu à Koudougou le 07 mars 2010, panel auquel le Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique de l'Union Africaine (UA/CIEFFA) a pris part.

Chaque année avant la célébration officielle du 08 mars, le Ministère de la Promotion de la Femme organise dans la région qui abrite les festivités au plan national un cadre de réflexion autour du thème de la journée et fait le point des recommandations du 08 mars passé. Ce cadre de réflexion autour du thème national a été présidé par Mme Céline Yoda, Ministre de la Promotion de la Femme, et a connu la présence du Ministre délégué Chargé de l'alphabétisation et des autorités régionales et locales. Les travaux ont réuni des femmes venues des différentes communes urbaines et rurales du pays. Plusieurs communications ont été livrées à l'occasion. Le Ministre Délégué Chargé de l'Alphabétisation et de l'Éducation non Formelle du Burkina, Monsieur Ous-



Mme Chantal Compaoré a plaidé pour l'intégration de l'approche genre dans les programmes d'alphabétisation

séini Tamboura a fait l'état des lieux des politiques et programmes en matière d'alphabétisation et en éducation non formelle dans le pays. Il a, à travers sa communication, indiqué qu'au Burkina Faso la population est à 60% jeune et 51,71% féminine. Et au moins 5 millions de cette population des plus de 15 ans ne sont pas alphabétisées et les femmes sont toujours les plus nombreuses. Des Associations et ONG intervenant dans le domaine de l'alphabétisation sont aussi intervenues au cours de ce panel pour partager leurs expériences en matière d'alphabétisation. C'est ainsi que Tin Tua, une ONG intervenant dans l'Est du Burkina a partagé avec les participants et participantes au panel, son expérience de l'alphabétisation des femmes et d'éducation non formelle. Le CIEFFA par la voix de son premier responsable a saisi l'occasion pour partager l'expérience de son institution en alphabétisation des filles et des femmes dans le village de Gaoga au Namentenga et celui de Ladiga dans le Ziro. Dans le cadre de ces deux projets, c'est plus de 170 filles et femmes qui ont pu bénéficier de

formation en alphabétisation et en éducation non formelle. Le cadre de concertation de Koudougou a été saisi par le Ministère en charge de la promotion de la femme pour informer et expliquer la création au Burkina Faso d'un conseil National pour la Promotion du Genre (CONAP-Genre). Avec l'existence du CONAP-Genre et de ses démembrements dans toutes les circonscriptions territoriales du pays, c'est la question du genre qui va connaître une nouvelle dynamique dans la politique nationale. En attendant que d'autres pays emboîtent le pas du Burkina, l'UA/CIEFFA salue la création de cette structure en faveur de la promotion du genre au pays des hommes intègres et invite par la même occasion tous les autres pays à faire de même pour que la question du genre puisse être une préoccupation réelle partout en Afrique. Lors de ce panel, des appels ont été lancés et des suggestions ont été faites pour que les femmes participent massivement aux programmes d'alphabétisation en cours dans le pays. La Coordinatrice du CIEFFA a suggéré que l'on fasse un lien entre « alphabétisation et apprentissage des métiers » pour pouvoir motiver les femmes à s'intéresser davantage aux programmes d'alphabétisation. Céline Yoda quant à elle, a insisté pour que les femmes disposant d'aides ménagères inscrivent ces dernières aux cours du soir pour leur permettre d'avoir elles aussi accès au savoir. C'est sur une note de satisfaction générale que les travaux ont pris fin aux environs de 17 heures 45mn.

Ousséini Ouédraogo



L'UA/CIEFFA a pris part activement au panel de Koudougou



Journée Internationale de la femme Clin d'œil sur le thème national du Burkina

« Femmes, alphabétisation et éducation non formelle : états des lieux des politiques et programmes », c'est le thème de l'année 2010 de la journée internationale de la femme au Burkina Faso. Nous vous proposons dans nos colonnes de décrypter et d'analyser ce thème d'une grande importance. L'alphabétisation n'est plus considérée de nos jours comme un simple apprentissage des mécanismes de lecture, d'écriture et de calcul qu'on donne à une personne, mais, c'est un processus intégral d'éducation et de formation, donnant à cette personne engagée dans la vie active des savoirs et des compétences qu'elle doit utiliser pour gérer sa vie de tous les jours.

L'éducation non formelle selon la loi d'orientation de l'éducation au Burkina, s'entend comme toutes les activités d'éducation et de formation structurées et organisées dans un cadre non scolaire. De façon générale, l'éducation non formelle à l'opposé de celle formelle met l'accent sur le processus d'apprentissage ; « elle est novatrice et échappe au carcan d'un curriculum préétabli, pour chercher des solutions éducatives aux problèmes et aux besoins de la vie de tous les jours. » (Biennal de l'ADEA, 2006)

C'est pourquoi aujourd'hui, s'attaquer au défi de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle devient un impératif.

Ainsi les différents fora tenus partout dans le monde ont mentionné ce défi ; en exemple, on peut citer : la Conférence mondiale sur l'EPT, tenue en 1990 à Jomtien qui a exhorté les nations à créer des sociétés alphabètes ;



A travers l'alphabétisation, la femme pourrait apporter sa contribution au développement de la nation.

le forum mondial sur l'éducation à Dakar (2000), qui a reconnu que l'alphabétisation doit être considérée comme incontournable pour l'atteinte de l'EPT.

La déclaration et le plan d'action pour l'avenir de l'éducation des adultes et la CONFINTEA V qui ont recommandé qu'un accent particulier soit mis sur l'alphabétisation des femmes ; La décennie mondiale des Nations Unies pour l'alphabétisation qui a été lancée en 2006 ;



Avec les différentes charges sur leurs têtes, ces femmes expriment le vécu quotidien de la femme rurale burkinabé au cours du défilé

La conférence régionale sur l'alphabétisation tenue à Bamako (2007) qui a reconnu que l'alphabétisation, outre qu'elle est un droit fondamental, constitue un moyen efficace de lutte contre la pauvreté ;

- La Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VI), que le gouvernement du Brésil a accueillie à Bethléem, du 1er au 4 Décembre 2009, a été une plateforme importante pour le plaidoyer et le dialogue politique lié à l'apprentissage et à l'éducation non formelle des adultes dans le monde.

Par ailleurs, il a été aussi reconnu que l'analphabétisme a encore un visage féminin; en effet, le rapport du suivi de l'EPT (2008) montre qu'en Afrique, il y a 76 femmes alphabètes sur 100 hommes alphabètes.

Un rapport publié récemment par l'UNESCO, donne la situation suivante :

	% en 2005	
	Hommes	femmes
Etats arabes	80,30	61,50
Afrique sub-saharienne	71,20	54

Au Burkina Faso, plus de 75% des femmes sont toujours maintenues dans les labyrinthes de l'ignorance, surtout celles qui vivent en milieu rural. Quand on sait que les femmes africaines sont confrontées à d'énormes difficultés qui proviennent directement de leur faible niveau d'alphabétisation, on convient donc que si cette tendance n'est pas inversée, les principes de base d'un développement durable et de la lutte contre la pauvreté tarderont à prendre corps.

Ce constat commande que des actions d'alphabétisation des femmes en Afrique en général et au Burkina en particulier soient renforcées et c'est en cela que se justifie le thème de la journée internationale de la femme 2010 : « Femme, alphabétisation et éducation non formelle ».

En effet, s'il est vrai que les femmes constituent les groupes sociaux qui comptent le plus dans la production de la valeur ajoutée en termes de biens et de services (...) selon le professeur Joseph KI ZERBO, elles sont donc responsables de plus de 70% de la production alimentaire en Afrique, l'autre vérité est, et on ne peut pas le nier qu'elles sont maintenues dans un alphabétisme qui engendre leur dépendance, les aliène des activités socio-économiques, les rend ainsi incapables de contribuer au développement et à la croissance des nations.

Elles ne peuvent ni faire des choix éclairés, ni exercer leurs droits fondamentaux.

Ce thème vient donc à point nommé pour non seulement faire l'état des lieux des politiques et programmes d'alphabétisation en faveur des femmes du Burkina, mais aussi et surtout interpeller les politiques, la société civile, les différents partenaires au développement pour que chacun à son niveau s'investisse encore et davantage dans l'alphabétisation et l'éducation non formelle des femmes ; c'est l'investissement le plus sûr et le plus rentable en termes de développement et de lutte contre la pauvreté.

SIA Tambiré Bruno

Dans le monde, une femme sur trois est alphabète.



Retraite de travail sur le plan d'action 2010 à Debrezeit

(à quelques Km d'Addis Abeba) 08-10 février 2010

Du 08 au 10 février 2010, les collaboratrices et collaborateurs du Professeur Jean Pierre Ezin, Commissaire en Charge du département Ressources Humaines Science et Technologie (RHST) de la Commission de l'UA se sont retrouvés autour de lui en retraite à DEBREZEIT, à quelques kilomètres d'Addis Abeba.

Étaient présents à cette rencontre : outre le Commissaire, la Directrice du Département madame Vera Brenda NGOSI, la Cheffe de division « Éducation », Docteur Beatrice K. NJENGA, le Chef de division « Science et Technologie », Dr Ahmed HAMDY, la Cheffe de division « Ressources Humaines et Jeunesse », Dr Raymonde AGOSSOU, le Secrétaire Exécutif de l'Institut Panafricain pour l'Education et le Développement (IPED), institut spécialisé de l'UA, Observatoire africain de l'éducation basé à Kinshasa, Dr Amady Amadou DIOP, la Coordinatrice du Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique de l'Union Africaine (UA/CIEFFA), madame

Aminata Elisabeth OUEDRAOGO-BANCE, le Secrétaire Exécutif de la Commission Scientifique, Technique et de la Recherche (CSTR) Dr Mahama OUEDRAOGO. D'autres collaborateurs et collaboratrices de ces responsables étaient également présent(e)s.

Objectifs de la réunion :

Informer tous les membres du département sur son plan d'action annuel et sur les priorités ;

Considérer les programmes de chaque section du Département ;

Considérer les défis auxquels le département doit faire face ;

Réfléchir sur le type de collaboration à mettre en œuvre à l'intérieur du département pour une meilleure perspective.

Centres d'intérêt :

Le plan d'action annuel du département ;

Le projet de l'université panafricaine ;

Le rapport de la mission effectuée par le département aux États-Unis d'Amérique ;

La complémentarité entre les divisions, les unités et les sections à l'intérieur du Département.

Tour à tour les responsables des divisions et des institutions rattachées ont présenté leur programme d'action. Chaque présentation était suivie de recommandations.

Division Education

Les domaines d'intérêt sont essentiellement :

Le Genre et la Culture de la Deuxième Décennie de l'Education en Afrique ; institutions en charge : CIEFFA, ACALAN, IPED

Les Systèmes d'Information sur la Gestion de l'Education ; institutions en charge : IPED, CIEFFA

La Formation des enseignants ; responsable en charge : Dr Rita BISSOONAUTH

L'enseignement supérieur ; responsables en charge : Messieurs OLUSHOLA, CHAIBI)

L'Enseignement technique et la formation professionnelle, y compris l'éducation dans les situations difficiles ; responsable en charge : Dr Raymonde AGOSSOU

Curriculum, matériels d'enseignement et d'apprentissage ; responsable en charge : Dr Rita BISSOONAUTH

Gestion de la qualité ; en charge : l'équipe de l'éducation

Division Science et Technologie

Le programme présenté a mis en relief le rôle du portefeuille de la science et de la technologie comme le programme d'Information, de Communication et de Technologie de 2010. L'action menée par la Division est guidée par le Plan d'Action Consolidé qui traite différentes questions comme les finances, la gestion et le Plan d'Action Régional Africain pour la Promotion de l'Economie du Savoir (PARAES)

La Division pousse à la mise en œuvre des projets et activités prévus, bien que le plan d'action soit déterminé par le budget définitif adopté. La Division se concentre, entre autres, sur la Subvention de Recherche de l'Union africaine, le projet de Prix de l'UA, le Conseil de recherche de l'UA, le plaidoyer et la publicité sur l'importance de la science et des TIC, le rôle de la science et la technologie, ainsi que du Fonds de Référence de la Région Afrique.

Le CIEFFA a exprimé ici le souhait de travailler avec la Division dans le cadre de ses activités visant l'autonomisation des filles et des femmes en science, technologie et TIC.

3. Ressources humaines et jeunesse



Le Chef de Division a présenté le programme de Développement de la jeunesse axé sur les 3 projets approuvés pour leur mise en oeuvre en 2010. Ce sont : Enseignement technique et Formation Professionnelle (ETFP) et formation continue ; renforcement des capacités des jeunes (les deux sont au titre du pilier 2 du Plan Stratégique de « Développement » de l'UA) et programme de jeunes volontaires (au titre du pilier 4 « Valeurs communes »).

4 Projet de l'Université Panafricaine (UPA)

Annoncé comme le point de convergence des différentes divisions et unités du Département, et également comme le point clé du Département depuis 2009, le projet d'Université Panafricaine apparaîtra la principale préoccupation à laquelle le Département doit faire face en 2010.

Le concept de l'UPA et la feuille de route ont été présentés afin de souligner l'importance cruciale de ce projet dans le plan de travail annuel du Département et de lancer un appel pour la contribution concrète de chacun des collaborateurs pour atteindre les objectifs visés.

L'UPA est un programme novateur conduit par l'UA en collaboration avec les partenaires concernés afin d'assurer la qualité des connaissances, des compétences et des capacités des ressources humaines africaines dans l'éducation de haut niveau. Les principes de base, les domaines thématiques, la mission, le partage des rôles, le programme et les trois phases de la mise en oeuvre de l'UPA traduisent la volonté de la CUA et plus particulièrement celle du Département RHST de renforcer les capacités des ressources humaines africaines en vue d'atteindre la vision de l'UA d'une Afrique intégrée, pacifique et puissante dirigée par son peu-

ple et tenant sa juste place dans le concert des Nations.

5. Institut Panafricain de l'Éducation pour le Développement (IPED)

Le Secrétaire Exécutif de l'IPED a fait l'historique de l'IPED et présenté ses spécificités. L'IPED est basé à Kinsasha, en République Démocratique du Congo. Il a été créé depuis 1987. L'IPED travaille sous l'autorité du Département RHST depuis 2006 comme l'Observatoire de l'éducation en Afrique. Les principales activités sont axées sur la formation des enseignants, le développement de matériel et d'outils pédagogiques, et l'établissement d'une base de données sur l'éducation en Afrique. Pour 2010, l'IPED prévoit la mise en oeuvre de la restauration du site du siège, le suivi de la COMEDAF IV et la formation de spécialistes en SIGE au niveau des CER et des pays.

6. Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA)

La Coordinatrice a présenté l'historique et les spécificités du Centre depuis sa création en 1999. En 2004, à l'issue du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, le CIEFFA devient institution spécialisée de l'Union Africaine (Accord de Siège entre la Commission de l'Union Africaine (CUA) et le Gouvernement du Burkina Faso signé le 5 mars, 2008). Le CIEFFA est également centre de catégorie 2 de l'UNESCO (Accord entre l'UNESCO et le Gouvernement du Burkina Faso signé le 19 avril 2006).

Rappelons que l'objectif général du CIEFFA est de promouvoir l'éducation des filles et des femmes en vue de leur pleine participation à l'élimination de la pauvreté, à l'avènement d'un monde de paix pour un dévelop-

pement humain durable.

L'une des sept missions du CIEFFA est d'œuvrer comme Observatoire pour l'éducation et la formation des filles et des femmes en Afrique afin d'améliorer les données sur les systèmes d'information sur la gestion de l'éducation.

Le CIEFFA envisage de mettre en oeuvre en 2010 diverses activités relatives à l'autonomisation des jeunes filles et des femmes avec la coopération de partenaires (FAWE, UNESCO, FRANCOPHONIE, Conseil Régional pour l'Education et l'Alphabétisation des Adultes (CREAA), la République populaire de Chine à travers l'UNESCO, etc.). L'une de ses activités projetée en 2010 porte également sur la mise en place d'une bibliothèque virtuelle et l'opérationnalisation du rôle du CIEFFA en tant centre de ressources, de formation et d'informations sur l'éducation et la formation des filles et des femmes et pour la promotion du genre, des droits de l'homme dans les systèmes éducatifs africains.

D'autres projets et activités clés mettent l'accent sur la mise en oeuvre du Plan d'action de la **2^e Décennie de l'Éducation pour l'Afrique 2006-2015**, notamment:

Le guide « Genre et droits humains dans les systèmes éducatifs africains » ciblant la petite enfance, l'éducation secondaire, l'éducation des adultes et l'alphabétisation

La mise en oeuvre du projet pilote « établissement de cellules genre dans 3 universités africaines »;

La mise en oeuvre du domaine prioritaire « Genre et Culture » dans les systèmes éducatifs africains;

La mobilisation des ressources.

Les recommandations suivantes ont



été faites en direction des programmes de CIEFFA/ et de l'IPED CIEFFA et IPED devront être restructurés pour constituer l'Observatoire de l'éducation en Afrique

Mettre en œuvre le programme de la CUA dans le cadre du Plan stratégique, malgré l'intervention des autres partenaires (CIEFFA)

Donner plus de visibilité à sa promotion et à son autonomisation et éviter également la discrimination entre les sexes en utilisant le « GENRE » plutôt que les « FILLES ET LES FEMMES » (CIEFFA)

Organiser une séance de travail entre le CIEFFA et le Département RHST dès que possible pour plus de clarification sur le programme à mettre en œuvre par le CIEFFA,

7. Commission Scientifique, Technique et de la Recherche (CSTR en français et STRC en anglais)

Le Secrétaire Exécutif de la CSTR a donné un aperçu de l'institution et présenté les possibilités de mise en œuvre de l'agenda de l'UA en science et en innovation technologique. La CSTR a pour origine la CCTA créée en 1964 à Lagos. Depuis 1959, l'UA/CSTR a bénéficié de l'héritage des locaux et des infrastructures de cette première institution. L'actuelle UA/CSTR possède diverses sous-institutions telles que IBAR, IAPSC, BIS, Fouta Djallon et SAFGRAD. L'objectif de la STRC est de servir l'Afrique en matière de science, de technologie et de recherche. La CSTR a pour mandat de mettre en œuvre le programme prioritaire de l'UA en science et technologie pour le Développement. Pour réaliser l'objectif de cette mission, la stratégie de projets communs, de renforcement des capacités, de recherche et développement est mise en œuvre. Pour 2010, les domaines prioritaires de la CSTR sont l'agriculture et la

foresterie, l'océanographie, la pêche, les recherches biologiques, la biotechnologie, les sciences fondamentales et les TIC.

Le Secrétaire Exécutif de la CSTR a également fait la synthèse du programme de l'Organisation Panafricaine de la Propriété Intellectuelle (OPAPI) dont l'objectif est de construire un podium élargi pour l'Afrique en vue d'organiser et de coordonner l'ensemble des connaissances et services spécialisés. Le programme 2010 de l'OPAPI a été soumis, mais le budget pour sa mise en œuvre constitue encore un défi majeur.

8. Rapport de la mission aux USA

Le rapport de mission aux USA a fait le point des principales réunions et séances de travail de la délégation des RHST qui s'est déroulée du 27 au 31 juillet 2009; son objectif était d'initier des discussions avec diverses institutions américaines et le Département d'Etat pour engager un dialogue en vue de développer des partenariats et une coopération stratégiques pour soutenir les programmes phares de la CUA dans le domaine de l'éducation, de la science et de la technologie. On peut mentionner, entre autres, la visite à la Fondation Nationale de la Science (NSF), au Département d'Etat, à l'Académie Nationale des Sciences (NAS), à l'Institut Scientifique Africain (ASI), à l'Académie pour le Développement de l'Education (AED), à l'USAID, à la Banque mondiale, aux présidents d'université, à la *Fondation Américaine pour la Recherche et le Développement Civil* (CRDF), etc.

Ces discussions ont permis aux différentes divisions du Département et aux collaborateurs de souligner la nécessité d'une stratégie plus efficace dans les informations et la communication du programme du Départe-

ment entre les parties prenantes, y compris les CER, les États membres, les partenaires internationaux, les institutions et les organisations qui peuvent être impliqués en fonction de leur mandat respectif en vue d'assurer une meilleure coopération et plus de complémentarités entre eux tous pour réaliser le plan de travail de 2010. Les participants ont souligné également l'importance d'une coordination efficace, du suivi des projets et de leurs activités afin d'éviter le double emploi éventuel et d'assurer la participation active de tous les acteurs impliqués dans le plan de travail du Département RHST.

Au cours des deux jours de retraite, les discussions ont permis aux diverses divisions du département et aux collaborateurs de soulever le besoin d'une stratégie plus efficace dans l'information et la communication au sein des parties prenantes.

Tous ont exprimé les défis à relever par le Département, en particulier le manque de ressources humaine, matérielle et financière. Le budget alloué n'étant pas suffisant pour traiter toutes les questions du département en 2010, il est urgent que les États membres s'engagent plus en mobilisant des ressources suffisantes. Il faudrait en plus une meilleure coopération avec les partenaires internationaux et plus de recommandations au Département lui-même pour une bonne gestion du programme, une surveillance et une évaluation de l'exécution du plan d'action à différents niveaux.

Le succès du programme du Département pour 2010 dépendra du dynamisme, de la créativité, du sens du fonctionnement et de l'esprit d'équipe des membres du personnel.

**La Coordinatrice du CIEFFA
Aminata Elisabeth Ouedraogo/Bancé**



L'invité du CIEFFA News Amadou DIOP, Secrétaire Exécutif de l'IPED

Cieffa New : Pouvez-vous vous présenter aux lecteurs du Cieffa News ?

Amadou DIOP : je me nomme Amadou Ahmady DIOP, présentement Secrétaire Exécutif de l'Institut Panafricain de l'Éducation pour le Développement (IPED), qui est en même temps l'Observatoire de l'UA pour l'Éducation. Je suis à Kinshasa où se trouve le siège de l'Institution.

C.N. : Pouvez-vous présenter l'IPED à nos lecteurs ?

A.D. : l'IPED est une vieille institution qui s'appelait dans le temps le Bureau Africain des Sciences de l'Éducation qui est né au milieu des années 70 à Kisangani dans l'ex Zaïre. Cette institution a évolué d'un statut d'ONG parmi les premières ONG spécialisées en éducation d'Afrique. Elle a évolué vers un statut d'institution spécialisée de l'UA en matière d'éducation et des sciences en 1986. C'est en 1987 qu'on a déménagé de Kisangani pour venir à Kinshasa où se trouve le siège du Gouvernement.

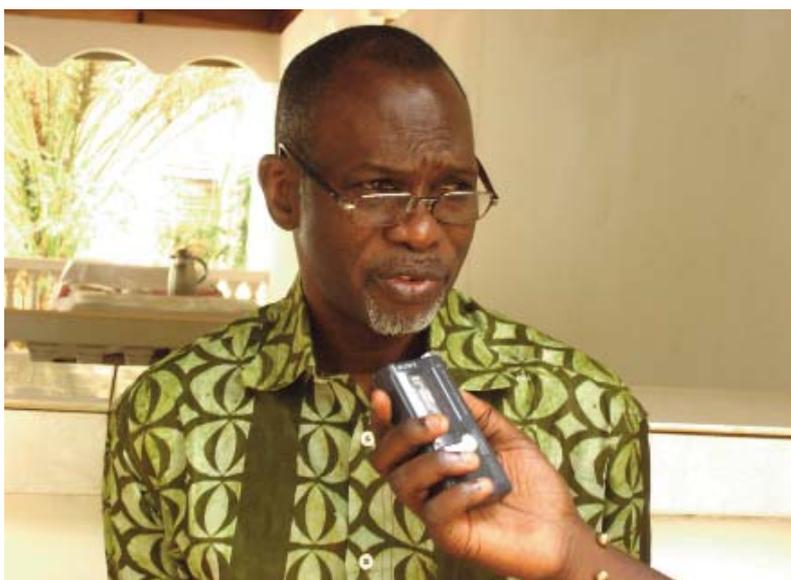
Au départ le Bureau Africain Science de l'Éducation (BASE) qui est l'ancêtre de l'IPED, était parmi les premières institutions spécialisées en éducation d'Afrique.

A ce titre, le BASE s'occupait de tout, surtout de la formation des forma-

teurs et de la recherche en éducation ; il a été ainsi jusqu'à la naissance tout récemment de l'UA. C'est en ce moment qu'est né aussi l'IPED.

En rappel, l'IPED est né de la restructuration du BASE. L'IPED a voulu

contribuer au rayonnement de l'éducation africaine. Dans ce cadre on s'occupait de l'éducation globalement, de la formation des maîtres, de la recherche en éducation etc.



<<le domaine du CIEFFA est très précis et notre domaine est plus global>>

s'inscrire dans la dynamique de lancement de l'UA.

C'est seulement en 2006, lors d'une rencontre des Ministres de tutelle de l'IPED avec l'ex Président de la Commission de l'UA, Alpha Oumar KONARE qu'est née l'idée de transformer l'IPED pour qu'il se focalise sur un point particulier de l'éducation au lieu d'être dispersé.

L'idée de transformer l'IPED en Observatoire continental pour l'Éducation au nom de l'UA est née à cette rencontre de 2006.

C.N. : Quels étaient alors les nouvelles missions et les objectifs qui lui ont été assignés en ce moment ?

A.D. : l'objectif principal c'est de

C.N. : Et maintenant que fait l'IPED de nos jours ?

A.D. : Maintenant c'est un peu différent. En devenant Observatoire de l'UA, le rôle principal de l'IPED c'est d'assurer le suivi de la mise en œuvre des programmes développés par l'UA. Bien sûr avec le suivi viendra nécessairement la recherche. Quand nous suivons et nous voyons des problèmes,

on va en parler et suggérer éventuellement des solutions à ces problèmes.

Notre but fondamental c'est d'assurer le suivi des programmes africains en matière d'éducation et de formation.

C.N. : comment se fait le suivi des programmes d'éducation au niveau continental ?

A.D. : Il y a sept (07) domaines prioritaires au niveau de l'éducation. Il faudrait chercher à avoir des points focaux dans les pays. Ces points focaux seront chargés de collecter les informations dont nous avons besoin, nous allons développer des instruments de collectes. Ils collecteront



L'INVITE

ces informations, ils les remonteront au niveau régional. Les régions sont nos répondants immédiats. Les régions réunissent l'ensemble des données collectées au niveau des pays dans la région en question. Ils font une première analyse régionale et nous envoient cette analyse régionale.

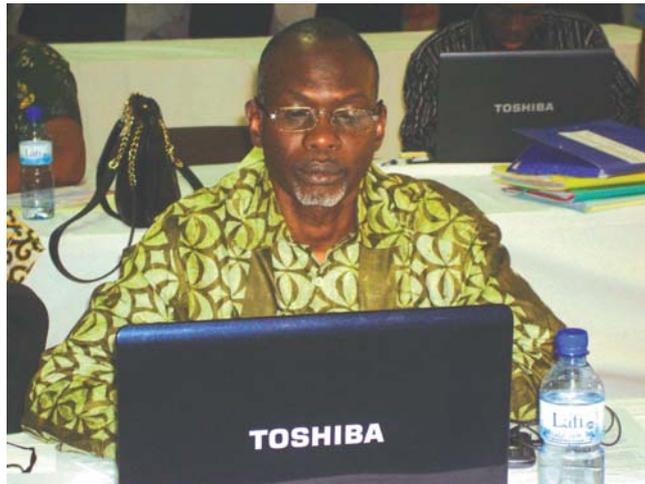
A notre niveau, nous devons à partir des analyses régionales, sortir une analyse continentale et voir aussi comment les gens, les Etats se comportent d'une région à une autre. Comme cela on voit les Etats qui sont en avance et ceux qui sont en retard. Cela nous permet de voir comment combler les fossés et comment amener les gens à un dialogue politique.

En même temps aussi, c'est un moyen pour nous, d'harmoniser nos positions face à nos partenaires traditionnels pour les amener à aller vers ce qui nous intéresse, à prendre en compte nos positions. C'est en fait un rôle de plaidoyer et de dialogue politique.

C.N. : Ne vous est-il jamais arrivé par exemple qu'un Etat conteste les chiffres que vous avez proposés ?

A.D. : Nous sommes au tout début et notre premier rapport n'est pas encore sorti donc en principe ça ne doit pas être le cas puisque nous demandons aux Etats de nous envoyer leurs propres données et de les faire accompagner par un document officiel. Nous ne faisons que regarder les données qui sont produites par les Etats et envoyées au niveau interna-

tional et vérifier ensuite s'il y a une différence entre les deux (02) données fournies. S'il y a eu une différence ça ouvre un dialogue entre nous et les partenaires pour qu'on essaie d'expliquer les différences qu'il y a. Mais l'idéal c'est qu'il n'y ait pas de différence entre les données qu'on



<<Nous sommes l'Observatoire continental sur tous les problèmes de l'Education >>

envoie au niveau international, comme à l'institut des statistiques de l'UNESCO qui couvre le monde entier et qui est basé à Montréal.

C.N. : Mais comment est-ce que l'IPED compte travailler avec le CIEFFA ? Nous savons que l'IPED s'occupe des données en matière d'éducation sur le continent et le CIEFFA intervient dans l'éducation des filles et des femmes

A.D. : Nous, nous sommes l'Observatoire continental sur tous les problèmes de l'éducation. Le CIEFFA s'occupe de genre et de l'éducation de la femme et de la fille. Par exemple pour la collecte ce sont nos instruments qui ont été projetés lors de la formation en SIGE des points focaux à Ouagadougou et qui vont être adap-

tés au CIEFFA. En tout cas l'idéal serait qu'il n'y ait pas de divergence entre nous. Nous devons regarder dans la même direction, nous devons utiliser autant que faire se peut les mêmes instruments même si ce que nous cherchons n'est pas nécessairement et absolument la même chose.

Au finish nous ne devons pas produire deux (02) rapports mais plutôt un rapport continental dans lequel on trouve déjà des choses étudiées et produites par le CIEFFA, comme composante du rapport continental.

C.N. : Donc ça sera une complémentarité ?

A.D. : absolument c'est une complémentarité et comme je le dis le domaine du CIEFFA est très précis et notre domaine est plus global. Mais c'est au CIEFFA qu'on a donné ce mandat de s'occuper du genre. Donc c'est le CIEFFA qui est très principalement le maître d'œuvre du genre en éducation. Et une fois que leurs analyses sont faites, c'est intégré dans le grand rapport global qui est celui du continent.

**Propos recueillis
par Ousséini Ouédraogo**



Renforcement des capacités de l'UA/CIEFFA Les points focaux de UA/CIEFFA à l'école de l'expérience chinoise

Du 16 au 25 novembre 2009, soit 9 mois après le lancement officiel par le Ministre burkinabé des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique du projet de Renforcement des capacités de l'UA/CIEFFA, neuf points focaux et deux représentant(e)s de l'UA/CIEFFA ont effectué un voyage d'étude et de formation en République Populaire de Chine (R.P.C) sur « l'autonomisation de la femme et de la jeune fille en milieu rural ». Ce voyage qui a été financé par la République Populaire de Chine à travers l'UNESCO s'inscrit dans le cadre de ce Projet qui dans sa mise en œuvre prévoyait l'envoi de femmes africaines en Chine pour que celles-ci s'inspirent de l'expérience chinoise en matière d'autonomisation de la femme en milieu rural.

Les points focaux ayant bénéficié de ce renforcement de capacités sont originaires de l'Afrique du Sud, du Burkina Faso, du Ghana, du Libéria, du Mozambique, de la République Démocratique du Congo, de la République de Guinée, de la République du Niger et de la Tanzanie. Au total onze (11) participant(e)s ont bénéficié de ce voyage.

Deux volets ont caractérisé la formation : des échanges d'expériences re-



Des Chinoises en activité dans une usine de fabrication de pipettes à valves.

latives au thème à travers des communications et des visites de terrain. Les différentes communications ont permis aux stagiaires de découvrir la République Populaire de Chine (R.P.C) à travers les politiques mises en place pour la promotion de la femme, le rôle et la contribution des femmes dans l'essor économique de la RPC.

L'accent a été mis sur l'éducation des filles/femmes à travers ce que la politique chinoise définit comme « la réalisation de l'égalité sociale et la généralisation de l'éducation », c'est-à-dire construire un environnement scolaire où l'homme/le garçon et la femme/la fille sont égaux à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Quant aux pays africains, ils sont en grande partie caractérisés par l'analphabétisme des femmes en milieu rural. Les femmes sont encore largement victimes des pesanteurs socio-culturelles et disposent d'un pouvoir

politique et économique faible malgré les quelques efforts de mise en place de dispositifs politico-juridiques, dans bon nombre de pays, qui devraient permettre l'autonomisation des femmes rurales. Toutefois,

des écarts énormes existent entre la pratique et les textes.

Les visites de terrain ont permis aux participant(e)s de voir le stade de développement que la Chine a atteint grâce au grand apport des femmes dans tous les secteurs du développement notamment dans le secteur agricole.

En somme ce voyage a permis aux participant(e)s de découvrir et de comprendre le système éducatif chinois, d'apprécier ce qu'est l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural et la force des femmes de la Chine. La Chine est dans un processus de reformes pour améliorer davantage le niveau de vie des citoyens.

Par ailleurs ce voyage a été l'occasion pour le Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique de l'Union Africaine (UA/CIEFFA) et le Centre International de Recherche et de Formation pour le Développement Rural (INRULED), tous deux Centres de catégorie II de l'UNESCO de sceller davantage leur partenariat. Cette rencontre a été l'occasion d'apprentissage mutuel.

Les participant(e)s ont particulièrement apprécié l'initiative et le thème dont l'intérêt, l'importance et surtout la pertinence sont sans équivoque. Ils/elles ont adressé leurs très sincères félicitations à l'UA/CIEFFA pour avoir obtenu de la République Populaire de Chine ce programme de renforcement de leurs capacités et ont témoigné leur gratitude à INRULED et en particulier à sa Directrice pour la réussite de ce voyage d'étude/formation.

Marcelline Compaoré



Photo de famille à la fin du séjour



Formation des points focaux en SIGE

«C'était une excellente concertation ... » dixit Mme Sanou/Dao Bernadette du Burkina Faso

Du lundi 29 mars au 1^{er} avril 2010, le Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique de l'Union Africaine (UA/CIEAFFA) a organisé au profit de ses points focaux des pays francophones un séminaire atelier de formation présidé par le Ministre des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique du Burkina. La formation a porté sur le Système d'Informations sur la Gestion de l'Éducation et la formation des filles et des femmes en Afrique. Pendant quatre jours les points focaux venus du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, du Gabon, de Madagascar, du Mali, de Mauritanie, du Niger, de la RD Congo, de la République Centrafricaine, du Sénégal, du Tchad et du Togo ont renforcé leurs capacités en collecte et traitement de données sur l'éducation.

Quelques Points focaux CIEFFA qui ont pris part aux travaux donnent leurs appréciations du contenu de la formation reçue.

M. Yakouba Yaya (Y.Y) Point focal CIEFFA du Cameroun « Je suis le Point focal du CIEFFA au Cameroun, je suis également Conseiller Technique dans le Cabinet du Ministère de l'Éducation de Base du Came-



M. Yakouba Yaya point focal CIEFFA du Cameroun

roun. Il faut dire qu'il y a eu deux (02) choses importantes qui ont constitué la trame de fond de notre formation. Il a été question de revoir en profondeur les indicateurs proposés dans le cadre du plan de la seconde Décennie de l'Éducation en Afrique qui est un plan d'Action de l'UA.

Comme vous le savez bien le CIEFFA est une institution spécialisée de l'UA qui doit jouer le rôle d'Observatoire avec un accent particulier sur le genre pour voir le progrès que les gouvernements ont réalisés d'ici 2015 dans le cadre de l'éducation et la formation des filles et des femmes. Ces thèmes étaient au nombre de sept (07), nous avons essayé de les retravailler en groupe, pour que chacun de nous essaye de les maîtriser ; ce qui nous permettra certainement à l'avenir de jouer pleinement notre rôle de point focal dans la collecte des données relatives à ces indicateurs dans le préscolaire jusqu'à l'enseignement supérieur.

Une fois repartis dans nos pays respectifs, nous les Points Focaux, nous devons savoir que nous devons jouer un rôle dans le processus de collecte de données avec les différents ministères en charge de l'Éducation pour que nous puissions mettre à la disposition du CIEFFA qui est l'Observatoire du Continent en matière d'éducation des filles et des femmes toutes les données relatives à tous les secteurs de l'éducation, secteur formel comme secteur informel de la maternelle à l'enseignement supérieur en passant par l'alphabétisation.

C'est un grand défi quand on sait que dans la plupart de nos pays nous avons parfois deux (02), trois (03) souvent quatre (04) ministères en charge de l'éducation et les points fo-

caux ne sont logés que dans l'un de ces ministères.

Il va falloir faire beaucoup de lobbying, beaucoup de plaider et renforcer le partenariat avec les autres structures installées dans certains ministères qui sont en charge de la collecte de données.

Intégrer intégralement, l'Institution de la statistique et aussi le bureau en charge du recensement pour voir des données sur les différentes tranches d'âge pour nous permettre de calculer certains indicateurs que nous avons définitivement agréés.

La formation sera utile parce qu'on sait déjà où on va mettre le pied, on sait ce que le CIEFFA attend de nous. Il reste à chacun de nous, d'abord, de rendre compte à sa hiérarchie, de faire le plaider, de sensibiliser la hiérarchie pour que les possibilités de temps et même de moyens logistiques soient mis à notre disposition, pour nous permettre de nous acquitter valablement de notre tâche. »

Mme Fatimetou Cheikh (point focal Mauritanie) : « je m'occupe de la



Mme Fatimetou Cheikh point focal CIEFFA de la Mauritanie

question genre dans mon pays.

Cette formation est sans doute un plus par rapport à ce qu'on faisait dans notre fonction. Elle va nous permettre d'exercer bien notre travail pour le compte du CIEFFA. Cette for-



mation a permis de renforcer nos compétences dans le domaine du genre. Maintenant nous savons comment remplir une fiche de collecte de données. »

Mme Randriamiarina Yvéline Anne-Marie Point Focal Madagascar : « Je suis Chef de service de la Conception Encadrement et Evaluation de la Direction Générale de l'Education Fondamentale et de l'Alphabétisation au Ministère de l'Education Nationale. Ce dont je m'occupe dans mon pays, c'est l'enseignement primaire, le préscolaire et



Mme Randriamiarina Yvéline Anne-Marie
Point Focal CIEFFA de Madagascar

l'alphabétisation.

Je suis très satisfaite de cette formation. Mon service s'occupe de la conception et de l'encadrement, cette formation sur le Système d'Information sur la Gestion de l'Education, va me permettre de faire une orientation sur l'éducation des filles et la formation des femmes dans mon pays. Il faut dire que dans mon pays, il n'existe pas dans le Ministère de l'Education, une structure qui s'occupe spécifiquement de l'éducation des filles bien qu'on fait l'éducation des filles, d'une manière transversale. Cette formation m'inspire déjà des idées sur le renforcement de cette structure de l'éducation des filles.

Tous ces aspects qui concernent l'éducation, le genre, la culture, le matériel didactique, les programmes de la formation professionnelle et technique s'intègrent dans mes pratiques professionnelles quotidiennes.

C'est un plus que je vais pouvoir investir dans mes pratiques professionnelles. »

Mme Bernadette SANOU/DAO Point Focal CIEFFA du Burkina Faso : « Je suis le Point Focal CIEFFA pour le Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA). Je suis la Directrice Générale du Centre de Recherche des



Mme Bernadette SANOU/DAO Point Focal
CIEFFA du Burkina Faso

Innovations Educatives et de la Formation (DGCRIEF).

En ce qui concerne cet atelier, je voudrais d'abord en saluer la tenue. C'était une excellente concertation pour les Points Focaux, d'abord pour qu'on se connaisse et qu'on connaisse mieux le CIEFFA. Ce que j'en retiens, il y a d'abord le texte mettant au point la lettre de mission du Point Focal. Cela a eu le mérite de clarifier les choses pour nous et de bien nous situer sur ce que nous devons avoir comme activités vis-à-vis de nos Etats et du CIEFFA. La deuxième chose c'est bien sûr la formation sur le Système de collecte de données. Ce qui m'a particulièrement intéressé ici, c'est la détermination des indicateurs à tous les niveaux. Les questions d'Observatoire sont dans tous les esprits dans tout ce que nous faisons. L'une de nos attributions à la DGCRIEF, c'est l'amélioration de la qualité de l'Education et pour ce faire, nous sommes obligés d'avoir des indicateurs que nous suivons sur le terrain. Ces indicateurs sont des choses concrètes, cette for-

mation nous a permis d'affiner les outils que nous avons à notre niveau en matière de détermination d'indicateurs et d'observation de la qualité.

Immédiatement, c'est la relecture de nos outils, des collectes de données sur la qualité de l'éducation. Je suis par ailleurs la Présidente du Groupe Thématique Qualité de notre Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB). Je vais immédiatement voir avec mon groupe comment exploiter les indicateurs qui nous ont été proposés ici pour affiner nos propres outils d'observation de la qualité. Ensuite, il y a le suivi de la question du genre dans le Ministère, je crois que je vais me rapprocher des services en charges des statistiques pour voir comment on peut affiner les choses également à ce niveau-là. »

**Propos recueillis par
Ousséini OUEDRAOGO**